



RÈGLEMENT SDIS

RÈGLEMENT

de l'Association intercommunale du SDIS Morget

LE CONSEIL INTERCOMMUNAL DU SDIS MORGET

Vu les articles 112 et suivants de la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC),

Vu l'article 9 de la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (LSDIS),

Vu l'article 26 des statuts de l'association de communes SDIS Morget

Arrête

Titre I : Généralités

Article 1 But

Le présent règlement a pour objet l'organisation du service de défense contre l'incendie et de secours (ci-après SDIS), les conditions régissant l'incorporation, la composition et les attributions de l'effectif, ainsi que la tarification des prestations facturables.

Article 2 Attribution

Le Comité de direction (ci-après CODIR) est chargé de veiller à l'application du présent règlement.

Article 3 Composition du SDIS

Le SDIS est constitué de :

- L'Etat-major,
- Un détachement de premier secours (DPS),
- Un détachement d'appui (DAP).

Article 4 Utilisation particulière des membres du SDIS

Chaque commune membre de l'association intercommunale peut disposer des sapeurs-pompiers du SDIS aux fins d'accomplir d'autres tâches d'intérêt public au sens de l'art. 14 LSDIS, pour autant que l'efficacité et la rapidité de la mission de la défense contre l'incendie et de secours ne soient pas compromises.

Les frais résultants de cette utilisation particulière sont déterminés par le CODIR et sont mis à charge de la commune demanderesse.

Titre II : Organisation du SDIS

Article 5 Etat-major

L'Etat-major est formé au minimum :

- Du commandant du SDIS,
- De son remplaçant,
- Du chef du DPS,
- Du chef du DAP,
- Du responsable de l'instruction,
- Du quartier-maître,
- Du responsable de la communication
- Du responsable du matériel.

L'Etat-major peut être élargi en fonction des besoins spécifiques du SDIS. La compétence d'élargir la composition de l'Etat-major est donnée au CODIR.

Article 6 Commandant du SDIS

Le commandant dirige le SDIS. Il répond de l'aptitude à l'engagement et de l'état de préparation de l'Etat-major et des autres membres du SDIS, de manière propre à assurer le bon fonctionnement et l'efficacité du SDIS.

Il prend toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement efficace des missions attribuées au SDIS.

Il peut déléguer certaines de ses tâches. Cette délégation doit être prévue dans les cahiers des charges concernés.

Article 7 Remplaçant du commandant du SDIS

Le remplaçant du commandant supplée celui-ci en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 8 Attributions de l'Etat-major

L'Etat-major soutient et assiste le commandant du SDIS pour garantir l'aptitude à l'engagement et l'état de préparation du SDIS.

En outre, l'Etat-major a les attributions particulières suivantes :

- Établir si nécessaire des dossiers d'intervention pour tout objet représentant des risques importants ou difficiles à sauvegarder ;
- Organiser, contrôler et éventuellement donner la formation nécessaire adaptée aux missions attribuées au SDIS ; dans ce cadre, établir le tableau des exercices pour l'année suivante ainsi qu'une procédure de suivi de la formation intégrant les outils informatiques fournis par l'ECA ;
- Assister le CODIR dans le cadre de l'élaboration du budget ;
- Prendre toute mesure nécessaire pour respecter le budget, gérer les ressources financières et établir les comptes ; dans ce cadre tenir une liste des présences ;
- Rapporter les activités du SDIS et mettre en œuvre des procédures intégrant les outils informatiques fournis par l'ECA ;
- Participer à l'élaboration du rapport de gestion ;
- Présenter si nécessaire au CODIR des propositions de nomination d'officiers ;
- Nommer les sous-officiers ;
- Dénoncer au CODIR les membres du SDIS considérés comme devant être exclus du SDIS, faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'un retrait de fonction, de grade ou de commandement ;
- Désigner les participants aux cours cantonaux et fédéraux ;
- Gérer et entretenir les équipements, le matériel, les véhicules et les locaux nécessaires au fonctionnement du SDIS ;
- Assurer la bonne collaboration avec d'autres entités ou partenaires en matière de secours
- Assurer la gestion de l'information interne et externe au SDIS et exploiter les plateformes à l'attention du public ;
- Sélectionner et incorporer les personnes reconnues aptes au service jusqu'à concurrence des objectifs de recrutement.

Article 9 Cahiers des charges

Un cahier des charges définissant les tâches et responsabilités doit être établi par le CODIR pour le commandant du SDIS, les membres de l'État-Major et le personnel salarié.

Article 10 Détachement de premier secours (DPS)

Le DPS intervient comme échelon de première intervention sur l'ensemble du périmètre du SDIS, ainsi qu'en renfort ou en remplacement hors de ce périmètre. Il remplit ses missions conformément aux directives cantonales.

Il est composé des sites opérationnels suivants :

- Denges,
- Saint-Prex
- Morges.

Il est formé :

- du chef DPS,
- des chefs des sites DPS,
- des membres des sites DPS.

Dans la mesure du possible, les membres du DPS sont aptes au port d'appareils respiratoires isolants et sont titulaires du permis de conduire adaptés aux véhicules du DPS.

Article 11 Détachement d'appui (DAP)

Le DAP intervient sur l'ensemble du périmètre du SDIS, pour appuyer le DPS ou suppléer celui-ci pour certains types d'intervention.

Il est composé de sections qui sont positionnés en fonction des besoins opérationnels.

Il est formé :

- du chef DAP,
- des chefs des sections DAP,
- des membres des sections DAP.

Titre III : Service de sapeur-pompier

Article 12 Conditions d'incorporation

Les personnes volontaires âgées d'au moins 18 ans révolus dans l'année, aptes à servir et domiciliées ou exerçant leur activité professionnelle dans les communes membres du SDIS peuvent être incorporées, en fonction des besoins du SDIS.

La décision d'incorporation est prise par l'Etat-major. Elle est fondée sur les critères suivants :

- Aptitudes physiques et techniques au service,
- Capacité générale à remplir les missions demandées,
- Disponibilité et motivation,
- Moralité.

Article 13 Fin de l'incorporation

Perd la qualité de membre du SDIS, sur décision de l'Etat-major, celui qui ne remplit plus les conditions d'incorporation.

Les cas d'exclusion prévus par le Titre VI ci-dessous sont réservés.

Article 14

A la fin de chaque année, le commandant fait rapport sur l'état des effectifs au Comité de direction qui fixe les objectifs en matière de recrutement.

Article 15 Obligation des membres du SDIS

Chaque membre du SDIS est tenu de :

- Participer aux cours d'instruction, de formation et d'avancement ;
- Participer aux exercices ;
- Assurer les services de permanence et de piquet pour le DPS ;
- Rejoindre, dans les meilleurs délais, son détachement en cas d'alarme ;
- Se conformer aux directives et instructions données par ses supérieurs ;
- Préserver et transmettre toutes les preuves ou indices nécessaires aux besoins d'une éventuelle enquête ;
- Ne pas divulguer des faits ou informations de nature confidentielle, notamment les données personnelles et sensibles, appris/es ou révélés/es dans le cadre du service ;
- Adopter pendant et en dehors de son service une attitude digne de respect et de confiance.

Le membre du SDIS empêché de participer à un service, à une formation ou à un exercice, doit demander une dispense au secrétariat du SDIS quarante-huit heures à l'avance au moins ou, s'il n'a pas été en mesure de le faire, doit lui remettre un justificatif sans délai.

Le sapeur-pompier est personnellement responsable des effets d'habillement et les équipements qui lui sont remis en prêt. Les objets non restitués lors du départ, perdus ou détériorés par négligence, seront remplacés ou réparés à ses frais.

Article 16 Soldes et indemnités

Tout service, intervention, formation ou exercice effectué est indemnisé par le versement d'une solde dont le montant est fixé par le CODIR dans un règlement particulier.

Des indemnités de fonction, également fixées par le CODIR, peuvent être allouées. La liste donnant lieu à une telle indemnité est arrêtée par le CODIR dans un règlement particulier.

Article 17 Personnel salarié

Le statut du personnel salarié, notamment des sapeurs-pompiers permanents, fait l'objet d'un contrat de travail avec l'association du SDIS Morget, basé sur les dispositions d'une Convention collective de travail. Un cahier des charges sera établi pour l'ensemble du personnel salarié.

Titre IV : Interventions et exercices

Article 18 Rétablissement

Avant d'ordonner la fin du service, de l'intervention, de la formation ou de l'exercice, le responsable désigné s'assure que le matériel utilisé soit de nouveau prêt à l'engagement. Notamment, il ordonne ou planifie le nettoyage et la remise en état.

Article 19 Engagement de tiers et subsistance

Le chef d'intervention est habilité à requérir le concours de tiers. Il peut faire distribuer aux intervenants des vivres et des boissons si la durée ou la difficulté de l'intervention le nécessite. Les frais en résultant sont à la charge du SDIS.

Article 20 Rapport d'intervention

Pour toute intervention, le chef d'intervention rédige un rapport. Une copie de ce rapport est transmise à l'ECA conformément à la procédure de transmission fixée par l'ECA.

Article 21 Tableau des exercices annuels

Pour chaque année civile, l'Etat-major planifie des exercices du SDIS et soumet un tableau des exercices au CODIR pour approbation.

Une fois approuvé par le CODIR, le tableau est remis à tous les membres du SDIS ainsi qu'à l'ECA conformément à la procédure de transmission fixée par l'ECA.

Titre V : Frais d'intervention

Article 22 Généralité

Les interventions en matière de SDIS sont en principe gratuites, à l'exclusion des cas prévus à l'art. 22 al. 2 à 4 LSDIS.

Article 23 Fixation des tarifs des frais d'intervention

Le Conseil intercommunal de l'association du SDIS délègue au CODIR la compétence d'édicter les tarifs applicables :

- a) Aux frais d'intervention des sapeurs-pompiers visés à l'art. 22 al. 2 LSDIS ;
- b) Aux frais d'intervention découlant des prestations particulières au sens de l'art. 22 al. 3 LSDIS, dans le respect des maxima fixés à l'art. 34 al. 1 let. a) à d) RLSDIS ;
- c) Aux frais d'intervention résultant d'autres prestations particulières fournies selon accord avec le bénéficiaire ou d'autres instances au sens de l'art. 22 al. 3 LSDIS et de l'art. 34 al. 2 RLSDIS.

Il délègue également au CODIR la compétence de décider de la facturation des frais d'intervention ou de mise sur pied des sapeurs-pompiers résultant du déclenchement intempestif du système d'alarme d'une installation automatique de protection contre l'incendie au sens de l'art. 22 al. 4 LSDIS en conformité à l'art. 33 RLSDIS.

Les tarifs font l'objet d'un règlement particulier qui entre en vigueur après son approbation par le chef du département en charge de la défense contre l'incendie et des secours. Le CODIR en informe le Conseil intercommunal.

Titre VI : Discipline

Article 24 Sanctions

Toute personne incorporée qui viole les obligations résultant du présent règlement ou qui enfreint les ordres donnés est passible d'une sanction disciplinaire. La sanction disciplinaire peut prendre la forme d'un avertissement, d'une suspension ou d'une exclusion du SDIS.

La sanction disciplinaire est prononcée au terme d'une procédure ouverte d'office ou sur requête. La personne susceptible d'être sanctionnée doit être informée des griefs qui lui sont reprochés et doit être entendue sur ces griefs.

La sanction doit être proportionnée aux circonstances et à la gravité de la faute. Il sera notamment tenu compte des antécédents disciplinaires de la personne à sanctionner, pour éventuellement aggraver la sanction.

Article 25 Violation des obligations des membres du SDIS

Constituent une violation des obligations des membres du SDIS notamment :

- L'absence à un service, une intervention, une formation ou un exercice, sans excuse valable ou dispense selon l'art. 15 du présent règlement ;
- L'abandon de poste, l'insubordination ou la désobéissance, le scandale, la consommation d'alcool ou de produits stupéfiants ;
- La détérioration volontaire ou par négligence des équipements confiés ;
- L'utilisation des équipements en dehors du service ;
- L'arrivée tardive ou en tenue incomplète ou inappropriée ;
- Tout manquement aux obligations de l'art. 15 du présent règlement ;
- Tout autre comportement constitutif d'une infraction ou portant préjudice au bon fonctionnement du SDIS.

Article 26 Suspension et exclusion

La suspension ou l'exclusion du corps est prononcée par le Comité de direction.

L'avertissement est prononcé par le commandant du SDIS. Il peut être contesté devant le Comité de direction dans les 30 jours dès la notification du prononcé.

Titre VII : Entrée en vigueur

Article 27 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre immédiatement en vigueur dès son approbation par le chef du département en charge de la défense contre l'incendie et des secours. L'art. 94 al. 2 de la Loi du 28 février 1956 sur les communes est réservé.

Article 28 Abrogation

Il abroge le règlement du 9 mai 2018 sur le service de défense contre l'incendie et secours de l'association de communes du SDIS Morget.

Approuvé par le Comité de direction de l'association intercommunale du SDIS Morget, dans sa séance du 15 juillet 2021.

Le Président

(LS)

La Secrétaire



Adopté par le Conseil intercommunal de l'association intercommunale du SDIS Morget dans sa séance du 22 septembre 2021.

Le Président

(LS)

La Secrétaire



Approuvé par la Cheffe du Département de l'environnement et de la sécurité, le

27 OCT. 2021

